

Actualité de la pensée de Simon Bolivar dans les relations internationales du XXIe siècle

Héctor CONSTANT ROSALES

Université centrale du Venezuela
Institut des Hautes Etudes diplomatiques Pedro Gual

Depuis le XIXe siècle, la figure de Simon Bolivar est une référence historique obligée. Il a su féconder à la fois son action militaire et le développement de sa pensée, qui peut être considérée comme une doctrine. Depuis sa mort en 1830, la référence à Bolivar est permanente dans la vie politique latino-américaine. En ce XXIe siècle, on assiste à un « retour bolivarien » porté par la Révolution vénézuélienne.

Le Venezuela de Hugo Chavez revendique Bolivar comme un héros et un homme d'Etat, et érige sa pensée en doctrine officielle. La Constitution vénézuélienne, approuvée en 1999, en appelle à « l'exemple historique¹ » du Libertador Simon Bolivar. La pensée de Bolivar inspire de nombreuses politiques publiques qui revendiquent son héritage et l'actualité de sa pensée.

La pensée de Bolivar, et celle d'autres Libertadores, nous sert de fil conducteur pour analyser la géopolitique mondiale et les dangers de la situation internationale et les solutions nécessaires pour dépasser les déséquilibres dérivés de l'hégémonie. On pourrait penser que l'Amérique latine que connut Bolivar a peu évolué depuis deux cents ans, c'est aujourd'hui, à l'heure du Bicentenaire, que le Continent vit une situation propice pour en finir avec sa triste histoire de domination.

En ce début de XXIe siècle, Bolivar n'inspire pas seulement le Venezuela ; il est devenu un instrument, un drapeau, un chemin pour de nombreux courants de pensée,

¹ *Constitution de la République bolivarienne du Venezuela*, Préambule, *Gaceta oficial*, n°5453, 24 mars 2000.

d'intégration, des gouvernements et de millions d'hommes en Amérique latine et dans le monde. Nous nous proposons d'étudier sa vision internationale.

I/ Bolivar, homme à multiples facettes

La pensée de Bolivar présente diverses facettes et nuances, au fur et à mesure de son évolution. Ces dernières ne peuvent nullement être assimilées à des incohérences : la pensée bolivarienne se construit à partir de la compréhension du moment, des erreurs, des obstacles aux processus d'indépendance (échec de la 1^{ère} République en 1812). Un Bolivar, homme d'Etat, diplomate, juriste, humaniste, et « prophète ». Depuis le Manifeste de Carthagène (1812), les principales œuvres de Bolivar montrent une cohérence et, au-delà des nuances, des lignes directrices de sa pensée, de son action militaire et de chef d'Etat. Il conjugue la pensée et l'action. « Peu d'hommes dans l'histoire ont été la bonne personne, au bon endroit, au bon moment² ».

II/ Les principes boliviens et leurs catégories conceptuelles : produire de la théorie pour le futur.

Aucune des facettes de la pensée de Bolivar ne produit directement une catégorie conceptuelle spécifique. La doctrine bolivarienne a introduit une analyse dialectique qui unit le tout avec ses différentes parties. Cette dialectique fait de la doctrine bolivarienne une doctrine intégrale, valable aussi bien au plan local qu'international. Lorsque Bolivar parle d'indépendance, il le fait simultanément en dénonçant les « esprits partisans » qui se sont emparés de la Bolivie, et en proposant des mesures nécessaires pour protéger le continent d'agressions extra-régionales. Il affirme : « Pour nous, la patrie, c'est l'Amérique »³. Cette dualité fonctionnelle, nous la retrouvons dans toute la pensée du Libertador.

Le premier concept que l'on doit souligner est lié à la volonté de Bolivar de créer des expériences à projection historique :

« Le jour où nos plénipotentiaires passeront le relais du pouvoir, adviendra dans l'histoire diplomatique de l'Amérique latine une époque immortelle⁴ ».

Pour le Libertador, le Nouveau Monde devait occuper une place transcendante dans le concert international. Cette transcendance reposait sur la consolidation des Indépendances

² PIVIDAL, Francisco, *Bolivar, pensamiento precursor del antimperialismo*, Caracas, Ed. de la Presidencia de la Republica, 2ème ed., 2009, p. 17.

³ BOLIVAR, Simon, *Proclama a los miembros de la división Urdaneta*, nov. 1814 dans www.patriagrande.org.bo (mai 2010).

⁴ BOLIVAR, Simon, *Convocatoria al Congreso de Panamá (07/12/1824)*, in DIAZ LACAYO, Aldo, *El Congreso anfictionico*, Caracas, ed. Corpozulia, 2006, p. 95 et suiv.

nationales et de Républiques dotées d'un pouvoir central pour assurer leur stabilité : la Colombie, créée en 1819, sera la première de ces expériences⁵.

La solidité de la Colombie sera le point de départ d'autres expériences plus ambitieuses inspirées du principe d'union :

« Je désire plus que tout autre que l'Amérique devienne la plus grande nation au monde, pas tant par son étendue et ses richesses que par sa liberté et sa gloire⁶ ».

Le concept de « nation de Républiques » apparaît comme un corollaire de ses principes fédérateurs et anti-hégémoniques, en s'inspirant du modèle grec de confédération amphictyonique et influencé par le précurseur Francisco de Miranda, Bolivar conçoit, dès le début, une « nation de Républiques », espace régional d'indépendance éloigné des dangers de la Reconquête européenne. Cette idée d'intégration régionale est une constante des pensées émancipatrices de l'époque⁷.

« L'idée de l'unité de l'Amérique espagnole, habitait depuis le début ceux qui luttèrent pour l'Indépendance ; ce n'était pas seulement la reconnaissance d'un passé commun, mais la nécessité d'être unis pour garantir un futur d'indépendance, de souveraineté et de liberté pour les peuples ». Bolivar et Miranda seront les défenseurs les plus acharnés de cette idée⁸.

Bolivar engage deux stratégies simultanées vers l'union d'une part : réussir l'intégration politique des Etats nouvellement indépendants, et plus spécialement de la Colombie et de la Bolivie, qu'il a créés ; d'autre part, il s'efforce de fonder des mécanismes d'entente et de coopération entre les Etats, pour limiter les appétits de l'Europe, et amener les Etats à défendre leur indépendance. La première stratégie mettra en valeur le Bolivar chef d'Etat et créateur de nations, la deuxième, extérieure, promouvra un Bolivar diplomate et juriste, un Bolivar qui conçoit la patrie en termes continentaux.

« Nous allons jouir d'une même liberté avec des Lois et des gouvernements différents, et chaque peuple sera libre à sa manière, et jouira de sa souveraineté selon sa propre volonté⁹ ».

Le Congrès fédérateur de Panama et son engagement vers la signature de traités, de ligues, unions, et confédérations pérennes sont les deux actions les plus concrètes de Bolivar afin de fomenter l'union régionale et une défense collective. Ces deux mesures engagées

⁵ BOLIVAR, Simon, *Carta de Jamaica*, 1815, in BOLIVAR Simon, *Ideario político*, ed. de la Presidencia dela República, 2004, p. 63.

⁶ *Ibid.*, p. 65.

⁷ On retrouve ces idées dans les discours du jeune patriote vénézuélien Antonio Muñoz Tébar.

⁸ *Bolivar : un pensamiento en acción por la unidad*, in Revista Memorias de Venezuela, n°12, Caracas, enero-febrero 2010, p. 29.

⁹ BOLIVAR, Simon, *Carta al prócer y presidente del Perú*, Hipolito Unanué, 25 nov. 1825, sur www.bolivar.ula.ve (consultation: mai 2010)

après 1824 reflètent la nouvelle étape que vit l'Amérique jadis espagnole. Après avoir vaincu l'empire espagnol, le Libertador peut se consacrer à de nouveaux projets qui ne lui laisseront aucun répit face aux tendances à la division régionale et européen-occidentale. C'est ainsi que le Congrès de Panamá n'atteint pas tous les objectifs fixés par le Libertador à cause des contradictions idéologiques existantes entre les Etats, et de la présence de délégués étrangers, parmi lesquels des agents britanniques et nord-américains¹⁰. Cependant, Bolivar poursuit son projet d'unité pluri-étatique en tant qu'acteur de l'équilibre mondial.

C'est précisément à partir de ce projet de confédération - conçu avant même que ne naisse le système européen de Congrès à Vienne en 1815 - qu'un autre principe bolivarien se conjugue avec l'action internationale du Père de la Patrie vénézuélienne : « l'équilibre de l'univers ».

Le Congrès de Panamá réunira tous les représentants de l'Amérique [et aura pour résultat :]

[...] 4. l'ordre interne serait maintenu intact entre les différents Etats et à l'intérieur de chacun d'eux

5. Aucun ne serait plus faible qu'un autre, ni plus fort

6. un équilibre parfait s'établirait dans ce nouvel ordre des choses

7. la force de tous contribuerait au secours de celui qui aurait à souffrir les assauts d'un ennemi extérieur ou de factions anarchistes.

8. Les différences liées à l'origine et à la couleur perdraient de leur importance et de leur pouvoir ...¹¹

Construire une Confédération d'Etats était sans doute la meilleure façon d'exercer un contrepoids face au reste des nations occidentales, fondamentalement l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique encore émergents. Une telle lucidité conceptuelle est manifeste chez Bolivar très tôt : dès 1813, il met l'accent sur la nécessité d'en finir avec la traditionnelle dichotomie entre les faibles et les forts sur l'échiquier international, afin de créer des espaces de justice et de compréhension.

Au-delà de cet équilibre continental que l'Europe recherche, là où il semble impossible à trouver, au sein de la guerre et des agitations, il existe un autre équilibre, celui qui nous importe ; l'équilibre de l'Univers. L'ambition des nations européennes exporte le joug de l'esclavage partout dans le monde, et partout dans le monde, on devrait tenter de trouver un équilibre avec l'Europe pour en finir avec sa prépondérance. C'est cela que j'appelle l'équilibre de l'Univers, et qui doit être pris en compte dans les plans de la politique américaine¹².

Nous pouvons apprécier ici la vision politique d'un Bolivar capable d'analyser la reconfiguration de l'Europe post-napoléonienne. Si les conquêtes et complots napoléoniens avaient servi les insurrections américaines, la fin de l'empereur français susciterait –et ce fut

¹⁰ A ce sujet, consulter DIAZ LACAYO, Aldo, *op.cit.*, chapitre V.

¹¹ BOLIVAR, Simon, *Une pensée sur le Congrès de Panamá*, 1826, in BOLIVAR, Simon, *Ecrits fondamentaux*, Caracas, Ed. Monte Ávila, 1997, p. 166.

¹² "Bolivar: une pensée en action pour l'unité" ("Bolívar: un pensamiento en acción por la unidad") in *Revista Memorias de Venezuela*, *Op.cit.*, p. 30.

le cas- le désir d'un retour à « l'ancien régime » qui ne ferait aucun cas des avancées des révolutions hispano-américaines. Si l'Amérique ne parvenait pas à peser dans les relations internationales, elle se verrait plongée dans un nouvel épisode d'un ignoble asservissement. Bolivar interprète de façon concomitante le rôle grandissant de la Grande Bretagne sur l'échiquier européen, et entretient des relations privilégiées avec la City de Londres, ce qui ne signifiera pas pour autant qu'il accepte un rôle secondaire pour les jeunes Républiques¹³. Bolivar voit dans la Grande Bretagne une alliée nécessaire et la monarchie européenne la plus disposée à affaiblir une Espagne vétuste dans la recherche de ressources naturelles capables d'augmenter sa production¹⁴.

Le Congrès de Panama permet de poser le principe de l'équilibre universel, ainsi qu'un autre, fondamental dans la pensée de Bolivar : l'anti-hégémonie.

Puissions-nous avoir la chance d'organiser un jour là-bas [au Panama] un auguste congrès des représentants des Républiques, royaumes et empires, afin d'y débattre et discuter les thèmes de la paix et de la guerre, avec les nations des autres parties du monde¹⁵.

Etant donnée la force militaire de Bolivar dans la première moitié du XIXe siècle, il ne semble pas aventureux d'affirmer qu'il n'existait par d'armée aussi puissante en Amérique, ni même en Occident. Cependant, convoquer le congrès de Panama est la preuve que le Bolivar diplomate était en cohérence avec son action d'homme d'Etat et d'homme de loi. Loin d'imposer ses visées et sa volonté, il convoque les représentants des nations afin de délibérer conjointement, dans le respect de la souveraineté obtenue par ces Etats. De la même façon, la force armée de Bolivar ne sert qu'à libérer les peuples opprimés de la région, et son action respecte toujours les mécanismes institutionnels - Congrès et Assemblées législatives - de l'époque. Ainsi, parler d'anti-hégémonie bolivarienne revient à parler dans le même temps de solidarité, de souveraineté et de droit international.

La dénonciation par Bolivar de l'hégémonie le conduit à condamner toute intervention étrangère qui viole les principes de liberté et d'indépendance. Elle revient également à condamner toute tentative future de domination obtenue par des mesures unilatérales contraires à l'esprit de l'équilibre recherché. Elle signifie enfin la condamnation de toute forme d'oppression où qu'elle se trouve. C'est donc tout naturellement que le Libertador revendique

¹³ Pour Aldo Díaz Lacayo, Bolivar sut tirer parti des contradictions croissantes entre la Grande Bretagne et les Etats-unis afin d'étendre leur hégémonie dans cette région, privilégiant une alliance avec la première en vue de capitaliser son rôle de puissance ainsi que les avantages de l'appui fourni dans l'approvisionnement pour la guerre. DIAZ LACAYO, Aldo, *op.cit.*, p. 131.

¹⁴ Une analyse intéressante et profonde de cet aspect est proposée dans TORO JIMENEZ, Fermín, *op.cit.*, p. 163 et suiv.

¹⁵ BOLIVAR, Simon, *Lettre de la Jamaïque*, 1815, in BOLIVAR, Simon, *Ideario Político*, *Op.cit.*, p. 65.

le droit de décider du sort de Puerto Rico et de Cuba, îles des Antilles caribéennes encore entre les mains de l'Espagne à cette époque, ainsi que l'abolition totale du trafic d'esclaves noirs. Ce sentiment anti-hégémonique était également un humanisme pour le Libertador.

Ce principe d'opposition à l'hégémonie sera à l'origine d'une prise de distance par rapport aux Etats-Unis, qui se transformera en un affrontement historique, connu comme Bolivarisme /vs/ Monroïsme, ce dernier adjectif étant formé sur le nom de James Monroe, Président des Etats-Unis qui diffusa une doctrine du même nom. Une des raisons qui poussait le Libertador à se défier de son voisin du nord reposait sur l'attitude, clairement annexionniste¹⁶, adoptée à l'égard de Cuba, sans parler de son attachement à l'esclavage, objectifs contraires à ceux recherchés par le Libertador au Panama. Bolivar n'oubliait pas non plus la froide réception nord-américaine de l'indépendance hispano-américaine, rendue manifeste par la tardive reconnaissance des nouvelles Républiques. Cet égoïsme manifeste - que les idéologues étasuniens qualifieront de « Destin manifeste » - conduisit le Bolivar prophète à dire que « les Etats-Unis [...] semblent destinés par la Providence à attirer sur l'Amérique toutes les pires plaies au nom de la liberté »¹⁷.

De profondes contradictions éloigneraient définitivement le Libertador de la praxis internationale des Etats-Unis. Le message de J. Monroe, en 1823, proclamait unilatéralement une politique protectionniste qui englobait tous les pays situés au sud du Rio Grande, se basant sur la devise « L'Amérique aux Américains ». Ainsi, la nation du nord se déclarait hostile à quelque tentative de colonisation, d'ingérence ou de propagation du gouvernement européen que ce soit dans le Nouveau Monde, ce qui aurait pu correspondre avec les aspirations de Bolivar, n'était l'intention de protéger ses intérêts terriens et de se créer une zone d'influence propre. Pour les Etats-Unis, la liberté était individuelle, pour Bolivar, elle était collective.

Une des façons d'empêcher le progrès d'une tentative hégémonique, et de mettre sur pied une régulation des relations entre les Etats récemment créés était la mise en place de normes claires. Le Bolivar juriste apparaît alors comme un pionnier et un précurseur en Droit International Américain :

Sa conception du Droit américain [celle de Bolivar], expression d'une aspiration commune de la plus saine conscience latino-américaine, incompatible avec quelque hégémonie que ce soit, est avant tout un instrument de défense, une voie vers l'unité suprême et un chemin vers lequel porter les efforts que notre Amérique fait pour la communauté internationale, pour le patrimoine culturel de l'homme et pour ses aspirations de futur. [...] Le Droit international public de Bolivar repose sur la dignité,

¹⁶ Les instructions de Bolivar à ses émissaires au Congrès signalaient clairement que lors de cette réunion devait se décider collectivement si les îles seraient agrégées à l'un des Etats confédérés, « ou si on leur laissait la liberté de se donner le gouvernement qu'elles jugeraient leur convenir. » Bolivar, in DIAZ LACAYO, Aldo, *Op. cit.*, p. 164.

¹⁷ BOLIVAR, Simon, *Lettre à Patricio Campbell*, 05 août 1829, sur www.simon-bolivar.org [mai 2010].

le respect et la paix. L'exaltation de la personnalité de l'Etat est première. Honorer les accords internationaux, tenir la parole donnée¹⁸.

L'autodétermination des peuples ; la solution pacifique aux controverses ; le principe frontalier de *Uti possidetis Jure* (qui serait une proposition d'envergure concernant les problèmes d'établissement des frontières de nouvelles Républiques) ; les règles du Droit International Humanitaire obtenues sous l'impulsion de Bolivar et du Grand Maréchal Antonio José Sucre, dans le cadre des Décrets de Régularisation de la Guerre – historiques – de 1820 ; un embryon du système interaméricain et la préoccupation pour l'intégrité des Droits de l'homme sont toutes des nouvelles catégories auxquelles Bolivar recourt afin de couper toute possibilité de pouvoir global.

Une telle préoccupation pour mettre en place un solide ensemble législatif est en soi une incitation à un humanisme tangible, lequel constituerait, associé au pacifisme, les deux dernières pointes de la pentarchie présentée au début de cet exposé. Sur le pacifisme, nous soulignerons que, à l'exception de l'utilisation des armées à des fins de libération, aucune action du Libertador ne fut moyennant la force. Homme d'action, ce fut également un homme qui privilégia les bonnes manières et le maintien de la paix comme garantie d'entente. En ce qui concerne l'humanisme, la preuve la plus évidente de l'humanité de Bolivar se lit peut-être dans son refus catégorique de l'esclavage et de l'exploitation des Indigènes, deux secteurs sociaux particulièrement maltraités, y compris durant la période républicaine. Le Libertador signe pour le Pérou deux décrets sur les droits des Indiens et sur la distribution de terres pour les Indigènes qui mettent en évidence la conscience de classe de Bolivar¹⁹. Pour ce qui est de l'esclavage, le *Discours d'Angostura* est plus que suffisant :

Pour ma part, j'abandonne à votre décision souveraine la modification ou la révocation de tous mes Statuts et Décrets ; mais j'implore de vous la réaffirmation de la liberté absolue des esclaves, comme je le ferai pour ma vie et celle de la République²⁰.

Dès ses premiers écrits, Bolivar se montre intéressé par la recherche du bonheur social, qui rejaillirait sur la santé des Républiques et sur le moral des nouveaux citoyens. Dans la *Lettre de la Jamaïque*, il affirmera que :

... sans doute est-ce l'effet de l'instinct qu'ont tous les hommes à aspirer à la plus grande félicité possible ; celle-là même que l'on atteint infailliblement dans les sociétés civiles, quand elles sont fondées sur la justice, la liberté et l'égalité²¹.

Et plus tard, à Angostura, il insistera sur le fait que

¹⁸ SALCEDO J.L. et BASTARDO, *Bolivar: un continent et un destin*, Caracas, Ed. de la Bibliothèque de l'université centrale du Venezuela, 1978, pp. 184 et 192.

¹⁹ Les deux décrets furent signés le 04 juillet 1825. BOLIVAR, Simon, *Doctrines du Libertador*, Caracas, Bibliothèque Ayacucho, 1985, pp. 198 – 202.

²⁰ BOLIVAR, Simon, *Discours d'Angostura*, 1819, in BOLIVAR, Simon, *Ideario Político*, op.cit, p. 97.

²¹ BOLIVAR, Simon, *Lettre de la Jamaïque*, 1815, in BOLIVAR, Simon, *Ideario Político*, op.cit, p. 59.

Le système de gouvernement le plus parfait est celui qui génère le plus haut degré de bonheur possible, le plus haut degré de sécurité sociale et de stabilité politique²².

Le bonheur, réciproquement, est tributaire des formes de gouvernement, puisque seul un gouvernement stable peut apporter une éducation stable et soutenir un pouvoir moral enclin à contrôler les excès et à élaborer un système de justice apte à préserver la paix et la croissance des sociétés américaines. Les projets de Libertador n'incluaient donc pas le moins du monde de reprendre et d'appliquer des modèles étrangers. L'humanisme bolivarien part de la reconnaissance d'une identité propre, de laquelle naissent des normes juridiques répondant au caractère et aux nécessités des Nations nouvellement créées.

L'esprit des lois ne préconise-t-il pas que ces dernières doivent être spécifiques à chaque peuple auquel elles s'appliquent ? Que ce serait une grande coïncidence qu'elles puissent convenir également à d'autres ? Que les lois doivent prendre en compte la réalité physique du pays, la qualité de la terre, sa situation, sa superficie, le mode de vie des peuples ? Qu'elles doivent se référer à la religion des habitants, à leurs aspirations, leur importance numérique, leur commerce, leurs coutumes, leurs manières²³ ?

En définitive, l'humanisme de Bolivar, conscient de l'identité de la société dans laquelle il vit, doit avoir pour corollaires la liberté et la justice, car c'est seulement ainsi que pourront être atteints le développement et l'impulsion d'une Amérique unie capable d'être un exemple de civilisation.

Cinq principes directeurs, cinq lumières pour l'action et une pensée de précurseur. Tels sont les aspects les plus marquants de l'immense contribution du Libertador dans l'analyse des relations internationales et la configuration d'une structure internationale reposant sur un corpus doctrinal qui, depuis le XIXe siècle, marque encore les lignes directrices pour tout peuple qui lutte pour son émancipation.

III/ Obstacles sur le chemin libérateur : des graines pour le futur

Bolivar connu, lorsqu'il voulut mettre en application ses principes internationaux, de nombreux obstacles, qui semblent former un *continuum* historique jusqu'à l'époque actuelle et qui eurent une importance décisive dans l'échec de ses projets.

Sur le plan de la politique intérieure, au sein de chaque Etat ayant obtenu son indépendance, et particulièrement dans sa chère Colombie, les ennemis de la cause bolivarienne se multiplièrent dans les institutions que le Libertador avait créées. Des partisans

²² BOLIVAR, Simon, *Discours d'Angostura*, 1819, in BOLIVAR, Simon, *Ideario Político*, op.cit, p. 82.

²³ *Ibid.*, p. 78.

du fédéralisme -à un moment historique où il était impossible de ne pas agir de façon centralisatrice-, des détracteurs de ses actions militaires visant à poursuivre la libération des nations dans le sud de l'Amérique, des personnes intéressées par leurs promotions politiques, tous freinèrent à leur manière une construction consolidée d'Etats forts. Pire encore, ces groupes de pouvoir, mus par ce que depuis Carthagène (1812) Bolivar appelait « l'esprit de parti », allaient être à l'origine du sécessionnisme et de la fragmentation qui divisa la Colombie et ruina tous les projets d'union continentale.

Pour ce qui est de la politique extérieure, Bolivar dut faire face en premier lieu au peu de lucidité de la plupart des nouvelles classes dirigeantes, que ne considéraient pas comme viable un projet d'union au moment où elles devaient assurer leurs propres intérêts locaux. Ces dernières n'avaient pas pris conscience que la liberté et l'indépendance ne peuvent être défendues que collectivement. « L'esprit de parti », comprenons un égoïsme localiste, empêchera la libération en temps opportun de Cuba et de Puerto Rico qui durent attendre quelque quatre-vingt ans avant de pouvoir obtenir une indépendance sous tutelle, que seul Cuba put finalement rompre en 1959.

La voie fut alors libre pour que s'engouffrent les aspirations hégémoniques de l'Europe de l'Amérique du Nord, avec des conséquences encore visibles aujourd'hui. Malheureusement, les classes dominantes latino-américaines se sont transformées au XIXe siècle, et à de rares exceptions près, sont devenues une succursale des centres hégémoniques mondiaux, obligeant ainsi le bolivarianisme à céder du terrain jusqu'à être relégué au rang de simple étape historique, au lieu de figurer comme un projet socio-politique d'avant-garde.

Impossible de passer sous silence l'attitude, dans cet affrontement Bolivarianisme /vs/ Monroïsme, dès les premiers temps, de la classe dominante des Etats-Unis envers le mouvement de libération du sud du continent, laquelle, bien que n'ayant qu'un pouvoir très restreint encore, choisit un comportement mesquin au lieu de la coopération entre Etats en lutte contre la colonisation. Dès 1810, date à laquelle fut envoyée la première mission diplomatique vénézuélienne aux Etats-Unis, ce pays s'est retranché systématiquement derrière le principe de neutralité : « *Les Etats-Unis sont en paix avec l'Espagne, et ne peuvent, dans la lutte que cette dernière a engagée avec ses différentes possessions, faire aucun pas qui compromettrait sa neutralité ...*²⁴ ». Plus tard, en 1817, le Président James Monroe, renforcera cyniquement la position de son pays, réaffirmant que : « *Le conflit [entre Espagnols et Patriotes] ne se présente pas sous l'aspect d'une rébellion ni d'une insurrection, mais plutôt comme une guerre*

²⁴ MONROE, James, 29 octobre 1812, in PIVIDAL, Francisco, *Op.cit.*, p. 59.

*civile entre les partis dont les forces sont équilibrées et considérées sans sympathie particulière*²⁵ ».

Une telle attitude sera récurrente, le gouvernement des Etats-Unis se montrera préoccupé exclusivement par les avantages commerciaux et politiques qu'il pourra tirer de la situation. Face aux objectifs stratégiques de Bolivar au Panama, les instructions du délégué étasunien invité par le général de Nouvelle Grenade Francisco Santander -au mépris des instructions de Bolivar de ne pas les convier au congrès amphictyonique- sont explicites et catégoriques en ce qui concerne la liberté économique :

Sur les questions de commerce, de navigation, de loi maritime et de droits des belligérants, que soient rédigés des traités avec les puissances disposées à le faire, au cas où toutes ne le voudraient pas²⁶.

Le seul objectif qui animait ce gouvernement «était d'ordre économique, et unilatéral ; son projet d'expansion hégémonique ne fut retardé de quelques années que grâce à la position privilégiée accordée par Bolivar à la Grande Bretagne, précisément afin de préserver l'indépendance de cette région. Le danger de la doctrine Monroe n'était pas seulement dans les déclarations, mais il s'agissait surtout d'une confrontation entre les principes d'équilibre et d'unité et ceux de l'égoïsme économique et l'éclatement. En 1820, trois ans avant le fameux discours de Monroe, Bolivar, toujours visionnaire, avait l'intuition du nouvel impérialisme nord-américain :

J'ignore ce qu'il convient de penser de l'extraordinaire franchise actuelle des Etats-Unis : d'un côté, je doute, de l'autre, je me rassure en me disant que puisque notre cause est très avancée, il est temps de réparer les offenses anciennes. Si la première hypothèse est la bonne, je veux dire, s'ils souhaitent nous tromper, faisons tomber les masques en ayant des exigences exorbitantes ; s'ils sont de bonne foi, ils nous en concéderont une grande partie ; s'ils sont de mauvaise foi, ils ne nous concéderont rien, et nous aurons mis au jour la vérité, laquelle en politique, comme à la guerre, est un bien inestimable. Puisque par son anti-neutralité, l'Amérique du nord nous a tant porté préjudice, exigeons-lui des aides qui compensent les humiliations et les crimes fratricides qu'elle a commis²⁷.

De tels obstacles ont réduit à néant, après 1830, les objectifs bolivariens. La pression exercée sur Bolivar aura des répercussions sur son état de santé, et l'empêcheront de continuer la lutte. Le Libertador aura cependant laissé un exemple qui peu à peu est repris jusqu'à nos jours.

Deux cents ans plus tard, les défis demeurent

Un rapide coup d'œil sur l'histoire de l'Amérique latine après 1830, année de la disparition physique du Libertador, permettra aisément de se rendre compte que la plupart des

²⁵ MONROE, James, 02 décembre 1817, in *Ibid.*, p. 59-60.

²⁶ CLAY, Henry, in DÍAZ LACAYO, Aldo, *op.cit.*, p. 128.

²⁷ BOLIVAR, Simon, *Lettre à José Tomás Revenga*, 25 mai 1820, in PIVIDAL, Francisco, *Op.cit.*, p. 130-131.

obstacles au développement du bolivarianisme ont persisté. Le XIX verra une Amérique latine en proie à l'instabilité politique et à la destruction systématique de toute tentative de développement autochtone. Il faudra ajouter au manque d'union politique la très nette dépendance économique vis-à-vis des principales places capitalistes. Tout d'abord, la Grande Bretagne, puis les Etats-Unis, ont procédé de sorte que la région concentre ses efforts économiques sur la production de matières premières, se réservant la plus-value de la valeur ajoutée grâce à leurs innovations technologiques. La division internationale du travail s'impose, dans le droit fil d'une logique de monopole du capital de l'Etat au XIXe siècle, pour ensuite laisser place au capitalisme oligopolistique (peu d'offreurs et beaucoup de demande) de la fin du XIXe siècle et début du XXe, et enfin au capitalisme multinational à partir de la deuxième moitié du XXe siècle.

A partir de 1830, le poids hégémonique des Etats-Unis s'est solidifié dans les structures et les mentalités d'une grande partie de la population de nos pays. Les guerres sud-américaines, par exemple, auront comme motif récurrent officieux –surtout pas officiel- les *désiderata* des puissances hégémoniques du moment. Dans le cas de la Triple Alliance (1864-1870), constituée du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay contre le Paraguay :

L'invasion [du Paraguay] fut financée, du début jusqu'à la fin, par la Banque de Londres, la maison Baring Brothers, et la Banque Rotschild, sous forme d'emprunts aux intérêts léonins qui hypothéquèrent l'évolution des pays vainqueurs²⁸.

Au final, aussi bien vainqueurs que vaincus furent des victimes à leur insu. Bien entendu, l'expansion hégémonique ne s'est pas toujours manifestée sous forme de l'invasion. Hier comme aujourd'hui, les grands groupes de pouvoir nationaux ont fait écho des aspirations de sécession, sans avoir conscience de toutes les implications de leur attitude, comme se fut la cas en 2007 en Bolivie, lorsque des provinces se déclarèrent séparatistes contre le président Evo Morales.

Le recours aux grands consortiums de médias, qui n'ont cessé de se renforcer depuis les années 1950, fut une autre façon de conforter subtilement l'hégémonie. D'abord en tant qu'instruments de combat contre le « communisme international », de nombreux grands médias de communication de nos pays sont devenus les promoteurs des intérêts capitalistes, et ils sont encore très influents sur les opinions de la population. Ils ont également contribué à une homogénéisation culturelle pensée dans les centres financiers afin d'augmenter leurs bénéfices. Modifications des habitudes de consommation, création de besoins superflus, perte de valeurs identitaires propres, ne sont que quelques-unes des conséquences de cette politique à l'attention

²⁸ GALEANO, Eduardo, *Las venas abiertas de América Latina*, México, Ed. Siglo XXI, 1971, p. 309-310.

d'auditeurs, de spectateurs et de lecteurs de presse. Bien que toutes les industries culturelles ne poursuivent pas ce même but caché, il n'en demeure pas moins surprenant d'assister à d'énormes campagnes de dénigrement dans le but d'inverser la tendance de l'actuel changement politique en Amérique latine.

L'hégémonie d'antan, devenue impérialisme protéiforme, se renforçant et se ramifiant dans le monde entier. Tout au long du XXe siècle, nombreuses furent les interventions directes et indirectes des Etats-Unis qui se succédèrent en Amérique latine, au détriment des luttes d'indépendance. Selon Luis Suarez Salazar, une dynamique de réforme/ contre-réforme, de révolution/ contre révolution s'est imposée qui est venue à bout –à l'exception de Cuba- de toute infraction au « *statu quo* occidental²⁹ ».

Si le facteur de cohésion entre l'occident et les gouvernements d'Amérique latine était la lutte contre le communisme, avec la chute du mur de Berlin ce sera la promotion d'une démocratie de type libéral qui fera s'accroître la fracture sociale.

Du point de vue économique, la défense du libéralisme s'est muée en défense d'un néo-libéralisme qui dans les années 1980 et 1990 fragilisa si gravement les économies des pays que la seule solution était de recourir à davantage d'endettement auprès de la banque internationale et des organismes financiers mondiaux. Tout comme pour la Triple Alliance, tous furent finalement les victimes de recettes que la logique capitaliste présentait comme infaillibles.

Ainsi, des facteurs intérieurs et extérieurs très proches de ceux auxquels Bolivar s'était heurtés persistent dans nos pays au XXIe siècle. Il nous est donc plus aisé de comprendre combien la feuille de route tracée par le Libertador est encore d'actualité.

V. L'Amérique latine au XXIe siècle : Bolivar naît tous les cent ans

« Je me réveille tous les cent ans, lorsque se réveille le peuple », telle est la phrase par laquelle le poète Pablo Neruda clôt son excellent *Chant pour Bolivar* en 1950³⁰. Comme paraphrasant le poète, l'idéal bolivarien semble renaître deux cents ans après l'Indépendance. Il ne fut jamais totalement oublié. La dynamique évoquée plus haut (réforme/contre-réforme, révolution/ contre révolution) a permis que malgré les défaites systématiques de presque toute les forces progressistes de nos pays dans leur tentative de prendre ou de rester au pouvoir, l'héritage bolivarien demeure latent sur la scène latino-américaine tout au long des XIXe et

²⁹ SUAREZ SALAZAR, Luis, *Madre América*, La Havanne, Ed. des sciences sociales, 2003.

³⁰ NERUDA, Pablo, *Canto a Bolívar*, 1950, in www.lospobresdelatierra.org [juin 2010].

XXe siècles. Au XXIe siècle cependant, on assiste à un réveil populaire qui représente une opportunité historique vers la concrétisation des principes bolivariens.

Depuis 1999, s'ouvre une étape de changements significatifs dans le panorama latino-américain, et plus particulièrement en Amérique du sud. L'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez, au Venezuela, ouvre un cycle de redimensionnement politique régional et mondial. D'une voix très souvent solitaire durant les premières années de son mandat, Chavez forge cependant ce que seraient les grandes lignes d'action de sa politique internationale : construire un monde multipolaire, renforcer l'intégration latino-américaine et caribéenne, éradiquer la pauvreté. Pour cela, il dut agir dans un contexte hostile, marqué par les accords signés précédemment et qui renforçaient le néolibéralisme et l'hégémonie capitaliste : Le Sommet des Amériques de 1994 avait débouché sur l'adoption d'une Aire de Libre Commerce pour les Amériques (ALCA) qui devait entrer en vigueur dix ans plus tard.

L'arrivée au gouvernement, après Chavez, d'autres leaders importants de gauche à partir de 2002 avec le Brésilien Lula Da Silva, crée les conditions propices pour un changement de cap dans les relations interaméricaines et latino-américaines vers le monde. Plus tard, du fait de l'arrivée au pouvoir de Nestor et Cristina Kirchner en Argentine, de Tabaré Vasquez et José Mujica en Uruguay, de Evo Morales en Bolivie, de Michelle Bachelet au Chili et de Rafael Correa en Equateur, la scène politique prend une tournure franchement progressiste en ce début de XXIe siècle. Une telle reconfiguration, à laquelle nous intégrons la Cuba de Fidel et de Raul Castro, offre une possibilité –indépendamment du degré d'engagement de chaque gouvernement- pour un retour du bolivarianisme.

Cette nouvelle réalité politique, alliée à la présence de facteurs catalyseurs similaires à ceux du XIXe siècle, permet que les principes bolivariens prennent réellement corps. Le sud de l'Amérique semble connaître une montée en puissance géopolitique tandis que le nord semble stagner.

La mondialisation du capitalisme a entraîné celle de ses crises cycliques, avec de fortes répercussions dans la dynamique latino-américaine. A partir de 2005, une méga crise structurelle touche les principaux centres financiers mondiaux entraînant des conséquences socio-économiques graves, y compris dans les pays industrialisés, à commencer par les Etats-Unis.

La recherche de ressources énergétiques, de plus en plus rares, ainsi que la nécessité d'activer l'économie de guerre afin de donner de l'oxygène à son appareil de production, obligent les Etats-Unis à déclarer des guerres d'usure –Afghanistan et Irak-, lesquelles remplissent leur objectif stratégique sans toutefois éviter la débâcle financière. La doctrine de

la « guerre préventive », forgée comme excuse de ces deux guerres peut être vue comme un corollaire de la doctrine Monroe: en augmentant les tendances à la course aux armements et en impulsant des changements tactiques dans leur stratégie de domination de l'Amérique latine, qui se traduisent actuellement par la signature d'accords militaires bi-latéraux et l'installation de matériel de guerre lourd dans des pays de notre région, et dont l'exemple le plus frappant est celui de la Colombie.

L'exploitation sans discernement des ressources naturelles, ainsi que le pillage d'une bonne partie de la richesse forestière mondiale et l'émission de gaz à effet de serre par les grands industriels de la planète -situés principalement dans les pays du nord- ont accéléré le changement climatique de façon alarmante et ils impliquent, du moins moralement, la croissance économique des grands pays. Tous ces éléments renforcent désormais le discrédit tombé sur l'actuel gouvernement des Etats-Unis qui voit avec défiance et un mépris affiché, les efforts d'autonomie impulsés depuis le sud du continent.

Par contraste, les propositions présentées depuis le sud assument une position anti-hégémonique bolivarienne et renforcent des actions concrètes. La présence de gouvernements progressistes depuis 1999 a largement facilité cette communauté d'efforts afin de concilier des lignes de politique extérieure qui, de notre point de vue, revendiquent largement les principes bolivariens en matière de relations internationales.

Pour ce qui est de l'équilibre de l'univers, la recherche de la multipolarité a été reçue comme une nécessité. La demande, par exemple, de réforme du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) de façon à faire entrer des pays tels que le Brésil, tente d'accélérer la reconnaissance de l'Amérique du sud comme une zone influente. De plus, l'entente créée entre la majorité des pays latino-américains et des partenaires non-traditionnels - Russie, Inde, Chine, Iran- doit être perçue comme un sérieux infléchissement face à la quasi exclusivité traditionnellement attribuée aux Etats-Unis. En ce qui concerne le pacifisme, le respect des normes du Droit International et la dénonciation systématique de situations qui y contreviennent, sont autant de façons de garantir le maintien de la paix. Le cas de l'attaque militaire perpétrée par la Colombie contre l'Equateur en mars 2008 est édifiant: malgré les évidentes violations du Droit public, les différentes nations de la région, y compris l'Equateur attaqué, ont opté pour le dialogue plutôt que pour la confrontation. Ce fut un dialogue réussi, duquel les Etats-Unis furent le grand absent.

Et c'est précisément dans la lutte contre des positions hégémoniques que notre région a connu les plus grandes avancées en ce début de nouveau siècle. Les pays de notre région, certains ouvertement anti-impérialistes, d'autres moins radicaux connaissent la même tendance:

l'affaiblissement de la présence et de l'influence des Etats-Unis dans tous les champs de la vie publique. Et le simple fait de dénoncer ouvertement des positions hégémoniques rend visible le leadership naissant de l'Amérique latine comme héritière des luttes d'émancipation. Ainsi, la consolidation d'alliances non-traditionnelles -notamment dans les pays latino-américains ayant entrepris une révolutions pacifique mais non moins solide-, ouvre la voie à d'autres partenaires politiques et commerciaux, qui la plupart du temps apparaissent comme des opposants aux Etats-Unis.

La naissance de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique -Traité de commerce des peuples (ALBA- TCP)- et de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR) sont deux exemples significatifs de cet effort pour réduire les possibilités hégémoniques du géant du nord, sans parler de l'adhésion parfaite au principe bolivarien d'union. De ces deux entités dérivent d'autres propositions comme le Conseil de Défense Sudaméricain, la Banque du sud, la banque de l'ALBA et Petrocaribe, des propositions qui, peu ou prou, ruinèrent, au Sommet de Mar del Plata de 2005, la proposition étasunienne de l'ALCA.

L'ALBA-TCP, née en 2004 de la volonté du Venezuela et de Cuba, et qui compte en 2010 neuf membres sud-américains et caribéens³¹, met particulièrement en avant la mise en place d'un modèle d'intégration divergent de la traditionnelle intégration économique. Posant des concepts tels que la complémentarité, la solidarité, le commerce entre les peuples et les avantages des coopérations, l'ALBA est devenue l'une des principales propositions bolivariennes actuelles, chaque fois qu'elle se revendique de la pensée du Libertador et des autres héros de la Patrie. Ainsi, tandis que l'ALBA grandit en qualité et en quantité, d'autres schémas traditionnels tels que la Communauté andine ne parviennent pas à se remettre d'une crise structurelle et perdent du poids dans l'échiquier politique de notre région. Les temps ont changé dans Notre Amérique.

Le schéma que propose l'UNASUR s'est avéré de la plus haute importance puisqu'il réunit tous les pays d'Amérique du sud sans la présence directe des Etats-Unis. Il a permis plus de transparence dans les relations interregionales et de réaliser des débats présidentiels sur des thèmes difficiles, tels que la nécessité d'une politique commune militaire en Amérique du sud, ou encore la présence armée étasunienne en Amérique latine. Plus encore, l'UNASUR doit être considérée comme le premier pas vers la constitution de la Communauté des Etats Latino-

³¹ Au Venezuela et à Cuba s'ajoutent au sein de ce schéma novateur d'union: la Bolivie, le Nicaragua, la République Dominicaine, le Honduras, San Vicente et les îles Grenadine, l'Equateur, Antigua et les Bardades. Haïti jouit d'un statut particulier, celui d'observateur. Dans le cas du Honduras, après le coup d'Etat, les pays de l'ALBA-TCP continuent de reconnaître comme seul gouvernement légitime celui de Manuel Zelaya. Pour plus d'informations, consulter le portail www.alternativabolivariana.org.

américains et de la Caraïbe (CELAC), qui doit entrer officiellement en vigueur à Caracas le 05 juillet 2011, date du bi-centenaire du Venezuela, et qui s'avère constituer un projet le plus en affinité avec celui du Congrès de Panama, proposé par Bolivar. En Amérique latine, voilà que l'on reparle d' « union », et pas seulement d' « intégration », ce qui représente une avancée non négligeable pour le bolivarianisme.

Et pour finir, disons qu'en terme d'humanisme, un autre des cinq principes de politique internationale boliviariens, la lutte contre la pauvreté, la fermeté de mener à bien des politiques sociales efficaces, la prise en compte d'un calendrier social commun, ainsi que la reconnaissance des peuples originaires et des descendants afros, sont les succès qui ont été engrangés fondamentalement au cours des dix dernières années. Le meilleur exemple en est le Président de Bolivie Evo Morales, qui est non seulement le premier Indigène à accéder à la présidence d'un pays dans toute l'Amérique latine, mais également celui qui a su rendre compréhensible la cosmovision aborigène au point de modifier la dénomination même de son pays, devenu Etat *Plurinational*.

Toutes ces actions que nous avons recensées démontrent que les politiques extérieures des pays progressistes de notre région se sont imprégnées d'un esprit bolivarien. Et pour ce qui est des pays ouvertement opposés, ou simplement insensibles aux changements, la dynamique régionale a empêché qu'ils soient en mesure de s'opposer à cette reconfiguration. Seul le cas exceptionnel du coup d'Etat au Honduras en 2009 a cassé la dynamique de transformation, nous rappelant que les dangers des classes porteuses de division sont toujours latents.

Actuellement, nous assistons fort heureusement à une multiplication des mouvements sociaux et politiques qui reprennent l'héritage émancipateur et les savoirs ancestraux de l'Amérique latine. Avec Bolivar, réapparaissent des quantités de pensées et de projets réalisés par des dizaines d'hommes et de femmes -avant, pendant, et après l'indépendance- qui constituent la base philosophique de leur libération. Aujourd'hui, tout comme au temps de Bolivar, deux tendances antagonistes s'affrontent sur l'échiquier international.

Quel congrès en Europe -dit la Quotidienne- répondra au congrès qui se prépare en Amérique? Qui défendra les intérêts communs des monarchies contre les ambitions conjointes des républiques? Parce que ce seul mot de 'congrès' prononcé pour la première fois sur les bords du Rio de la Plata et de l'Orénoque, révèle clairement qu'à partir d'aujourd'hui surgit la lutte entre les trônes et les gouvernements populaires, entre les anciennes maximes et les innovations, entre le nouveau et l'ancien monde³².

La dichotomie actuelle n'est plus entre monarchies et républiques, mais bien entre un ordre ancien et un ordre nouveau des idées. Face à l'ordre ancien, représenté par des conditions

³² Mr. G. L., 1827, in DIAZ LACAYO, Aldo, *Op.cit.*, p. 130-131.

qui restent des défis pour l'Amérique latine deux cents ans après, les leaders et les peuples progressistes de cette même Amérique, aux côtés de nous tous qui sommes le sud, assument leur rôle historique du côté de la transformation et de la rénovation, prenant Bolivar comme guide. Bolivar reste pleinement d'actualité et sa lutte d'hier est devenue aujourd'hui la nôtre.